

Idées fausses sur la migration

Rapport sur le développement humain

Partage international n° [256](#) - Décembre 2009

D'après le Rapport 2009 sur le développement humain, publié en octobre dernier, valoriser les flux migratoires – aussi bien à l'intérieur qu'entre les pays – permet d'accroître la liberté des peuples et d'améliorer la vie de millions de gens à travers le monde.

Dans ce monde hautement mobile, la migration est non seulement inévitable, mais comporte aussi une dimension importante de développement humain. Près d'un milliard d'humains – un sur sept – sont des migrants. Le rapport intitulé *Surmonter les barrières : mobilité humaine et développement* démontre que la migration peut faire progresser le développement humain de ceux qui se déplacent, des communautés de destination, de même que de ceux qui restent dans leur pays.

La migration peut accroître les revenus d'une personne, ses perspectives de santé et d'éducation. Plus important, selon le rapport, le fait de pouvoir décider de son lieu de vie est un facteur de liberté, ajoutant que les principaux atouts du développement humain peuvent s'obtenir en supprimant les barrières et autres contraintes empêchant les déplacements et en améliorant la politique à l'égard des migrants.

Mais la migration n'apporte pas toujours que des bienfaits. Les bénéfices que les gens tirent d'un départ dépendent grandement des conditions dans lesquelles ils se déplacent. Les dépenses peuvent être relativement importantes, et un déplacement implique inévitablement des incertitudes et une séparation de la famille. Les pauvres sont souvent limités par manque de ressources, d'informations et par les barrières existant dans leur communauté ou leur pays d'adoption. Pour la plupart des gens, un déplacement fait suite à des conflits, des désastres naturels ou de sérieux problèmes économiques. Certaines femmes finissent dans divers réseaux et trafics, perdent leur liberté et subissent des

agressions physiques.

Cette publication est la plus récente d'une série de Rapports de développement humain qui s'efforcent d'ouvrir le débat sur l'un des problèmes les plus urgents, depuis le changement climatique jusqu'aux droits humains. Il s'agit d'un rapport indépendant mandaté par le Pnud.

Les conclusions de ce rapport jettent un nouvel éclairage sur plusieurs erreurs communes. La plupart des migrants ne traversent pas les frontières nationales mais se déplacent à l'intérieur de leur propre pays : 740 millions de personnes sont des migrants internes, soit près de quatre fois le nombre des migrants internationaux. Moins de 30 % ont quitté un pays en développement pour un pays riche. Et seulement 3 % des Africains vivent loin de leur pays d'origine.

Contrairement aux idées reçues, les migrants stimulent les économies et donnent plus qu'ils ne prennent. Les recherches approfondies montrent que, le plus souvent, l'immigration stimule l'emploi dans les communautés d'accueil, qu'elle n'éloigne pas les citoyens locaux du marché de l'emploi et qu'elle favorise les investissements dans la création d'entreprise. Dans l'ensemble, l'impact des migrants sur les finances publiques – tant nationales que locales – est relativement faible, tandis que les gains dans d'autres domaines tels que la diversité sociale et la capacité d'innovation sont amplement démontrés.

Les bénéfices pour les migrants peuvent être énormes. Les études ont montré que les migrants des pays les plus pauvres ont, en moyenne, multiplié par quinze leurs revenus, qu'ils ont multiplié par deux la scolarisation et divisé par 16 la mortalité infantile après avoir migré dans un pays développé.

En ce qui concerne les pays d'origine des émigrants, le rapport prévient que l'émigration n'est pas une alternative au développement. Toutefois, la mobilité favorise la circulation des idées, connaissances et ressources au profit des émigrants et de leur pays. Dans de nombreux pays, les sommes que les émigrants envoient dans leur pays d'origine peuvent dépasser l'aide publique.

En dehors de l'aspect financier, il existe des « rétributions sociales », sous forme de baisse de la

fécondité, de hausse des inscriptions dans les écoles et de pouvoir accru donné aux femmes dans les pays d'origine.

Le rapport met l'accent sur le fait que l'exode de professionnels hautement qualifiés, comme les médecins, les infirmières et les enseignants - préoccupation majeure d'un grand nombre de pays en voie de développement qui perdent ces professionnels - est plutôt un symptôme qu'une cause de la défaillance des services publics.

Lorsqu'elle s'intègre à des stratégies nationales de développement plus étendues, l'émigration peut contribuer à réduire la pauvreté et améliorer le développement économique et social, en complément à des initiatives locales et nationales plus vastes.

Enlever les barrières présente un ensemble de réformes, six piliers qui appellent à :

- ouvrir les portes existantes à davantage de travailleurs, surtout aux non qualifiés ;
- assurer des droits de base aux émigrants, allant des services de base, tels que l'éducation et l'accès aux services de santé, jusqu'au droit de vote ;
- baisser les coûts du voyage lié à l'émigration ;
- trouver des solutions communes dont bénéficient à la fois les communautés des pays d'arrivée et les émigrants ;
- faciliter les migrations internes, et
- faire de l'émigration un facteur à inclure dans la stratégie de développement des pays d'origine.

En ce qui concerne les migrations internationales, le rapport ne préconise pas la libéralisation puisque les populations dans les pays de destination ont un droit de regard sur l'immigration en fonction de leur situation locale, mais il soutient qu'il y a une grande ouverture possible pour un accès accru à des secteurs avec une forte demande en main d'œuvre, y compris pour les peu qualifiés. C'est particulièrement important pour les pays développés dont les populations vieillissent.

Faciliter l'entrée et réduire les coûts des documents officiels sont d'autres étapes importantes vers l'ouverture des portes en faveur de l'immigration légale. L'allègement de ces « monceaux de paperasse » contribuera à réduire le flot des immigrants clandestins, soutient le rapport, puisqu'il sera plus facile et moins cher de passer par les circuits légaux.

Enlever les barrières encourage également les pays hôtes à prendre des mesures afin d'arrêter la discrimination envers les immigrants. Le rapport insiste sur l'importance qu'il y a à prendre en considération les avis des résidents locaux et à rendre les immigrants plus conscients de leurs droits, et aussi à travailler avec les employeurs, les syndicats et les associations afin de combattre le racisme.

Malgré des cas d'intolérance, les recherches menées par le Pnud montrent que les gens dans les pays hôtes sont généralement en faveur de l'immigration lorsque des emplois sont disponibles, et ils apprécient les enrichissements économiques, sociaux et culturels qu'une diversité accrue peut apporter.

La récession mondiale est rapidement devenue une crise de l'emploi, et une crise de l'emploi, c'est généralement une mauvaise nouvelle pour les émigrants. Dans de nombreux pays, le nombre des nouveaux émigrants est en baisse, alors que certains des pays hôtes prennent des mesures afin d'encourager ou de contraindre les immigrants au départ.

Mais c'est maintenant qu'il faut agir, soutient le rapport. « *La récession devrait être l'occasion d'instaurer une nouvelle donne pour les émigrants, qui profitera aux travailleurs chez eux ou à l'étranger tout en les protégeant contre des réactions protectionnistes*, déclare Joni Clubman, le principal auteur du rapport. *Lorsque la crise sera terminée, beaucoup de ces mêmes tendances sous-jacentes qui sont à l'origine des flux migratoires depuis ces dernières cinquante années referont surface, poussant de plus en plus de personnes à migrer.* »

Les gens vont bouger, et *Enlever les barrières* expose les méthodes qui permettront de mieux gérer ces migrations humaines inévitables, mettant en avant des principes et des conseils pour les destinations d'émigration habituelles telles que les Etats-Unis et l'Europe ainsi que pour de nouvelles destinations comme le Costa Rica, le Maroc et la Thaïlande. L'ensemble des réformes exposées dans *Enlever les barrières* se fonde sur une évaluation réaliste de facteurs économiques et sociaux ainsi que sur la reconnaissance de l'opinion publique et d'autres facteurs politiques. Mais avec du courage politique, ces réformes sont réalisables.

Sources : Pnud

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider

les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de

Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)